



RÉGION ACADÉMIQUE
NOUVELLE-AQUITAINE

Liberté
Égalité
Fraternité

Délégation régionale académique
à la jeunesse, à l'engagement
et aux sports

Affaire suivie par :

Bruges, le 20 décembre 2022

Pôle JEPVA DRAJES

drajes-na-fonjep@region-academique-nouvelle-aquitaine.fr

SDJES 79

sdjes79@ac-poitiers.fr

Madame la Présidente

A.P.I.E.E.E.

Mairie de CHIZE

79170 CHIZE

Objet : Décision de dénonciation FONJEP

Lettre en recommandé avec accusé de réception

Madame la Présidente,

J'accuse réception de votre réponse au courrier du 26 novembre 2022 vous signifiant mon intention de dénoncer la convention signée le 2 novembre 2021 relative à l'attribution d'une subvention d'appui au secteur associatif versée par l'intermédiaire du FONJEP.

Dans ce courrier de réponse, vous me demandez de vous apporter des éléments factuels sur la participation de l'association APIEEE, que vous présidez, à l'organisation de la manifestation violente contre les retenues de substitution les 29 et 30 octobre 2022.

Cette manifestation avait été interdite par un arrêté préfectoral du 24 octobre 2022 et confirmée par une décision du tribunal administratif de Poitiers le 28 octobre 2022.

L'action menée par l'association APIEEE le week-end du 29 et 30 octobre a consisté à la participation active de plusieurs membres du conseil d'administration et à la location de matériels servant à l'accueil des participants à cette manifestation interdite. Les matériels ont été réservés et payés par votre association pour cette manifestation. Cette action a donc été conduite de manière intentionnelle malgré une interdiction par arrêté préfectoral.

Par ailleurs, les publications sur le compte Facebook de l'association attestent le soutien public de votre association à cette manifestation interdite.

Je vous remercie pour les éléments que vous avez bien voulu m'apporter par votre courrier du 12 décembre 2022, reçu le 16 décembre 2022.

Cependant, compte tenu des éléments susmentionnés et tout particulièrement ceux indiquant la participation de l'APIEEE à l'organisation matérielle de la manifestation des 29 et 30 octobre 2022, je vous informe que je vais procéder à la dénonciation de la convention FONJEP et au reversement d'une partie de l'aide selon les conditions ci-après détaillées.

Tel qu'indiqué au préambule de la convention FONJEP signée le 2 novembre 2021, l'association s'engage à respecter les valeurs de la République et la liberté de conscience de ses adhérents ainsi que celle des bénéficiaires des activités qu'elle propose.

Considérant la participation de l'association à l'organisation de la manifestation contre les retenues de substitution les 29 et 30 octobre 2022, l'action de l'APIEEE à cet événement est contraire au respect des valeurs de la République mentionné dans le préambule de la convention du 2 novembre 2021, en ce qu'elle a participé à organiser une manifestation interdite par arrêté préfectoral qui s'est par ailleurs traduite par des troubles graves à l'ordre public.

Conformément à l'article 7 de la convention FONJEP signée le 2 novembre 2021, l'administration peut ordonner le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées en cas de manquements aux principes énoncés au préambule de la présente convention. Par conséquent, il vous sera demandé le **reversement de l'aide perçue prorata temporis à compter du 29 octobre 2022**. Vous recevrez un courrier en ce sens de la part du FONJEP, organisme chargé du versement de la subvention.

Puis, conformément à l'article 12 de la convention FONJEP, en cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.

Au regard des éléments ci-dessus relatifs au préambule de la convention et au non-respect des valeurs de la République par l'APIEEE à travers son action en faveur de la manifestation interdite des 29 et 30 octobre, je vous informe que suite à mon courrier en date du 26 novembre et réceptionné le 1^{er} décembre, **la résiliation de la convention FONJEP sera effective à partir du 1^{er} février 2023.**

Cette décision est susceptible, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, de faire l'objet :

- Soit d'un recours gracieux devant l'auteur de la décision,
- Soit d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Poitiers

En cas de rejet implicite ou explicite du recours gracieux, selon les dispositions de l'article R.421-1 du code de justice administrative, un recours contentieux peut-être exercé dans un délai de deux mois à compter de ce rejet.

Je vous prie d'agréer, Madame la présidente, l'expression de mes salutations distinguées.

La rectrice de région académique et par délégation,
Le délégué régional académique à la jeunesse,
à l'engagement et aux sports,



Mathias LAMARQUE